



## **DISCOURS DU CAMARADE SG AU CONSEIL NATIONAL**

Monsieur le Président pour le Comité National pour le Dialogue Social,

Monsieur le Président de la FENAPES,

Mesdames et messieurs les Secrétaires Généraux des syndicats d'enseignants,

Monsieur le Président du Comité National pour le 05 Octobre,

Mesdames et messieurs les membres du SP, bras technique du BEN

Camarades Secrétaires généraux régionaux et départementaux,

Mesdames et messieurs les membres de la CA

Écrit par Administrator

Lundi, 01 Octobre 2012 08:02 - Mis à jour Lundi, 01 Octobre 2012 08:24

---

Mesdames et messieurs les membres du Conseil Consultatif,

Mesdames et messieurs les membres de la Commission de Contrôle,

Chers sœurs de la vaillante Convention Nationale des Femmes,

Honorables invités,

Chers sympathisants,

Chers militantes et militants du SAEMSS-CUSEMS.

Prononcer le discours inaugural du Conseil National du Syndicat Autonome des Enseignants du Moyen Secondaire du Sénégal, c'est avant tout, pour nous, une réponse à l'invitation au respect des textes statutaires et réglementaires de notre organisation qui a fini de faire de cette instance un moment d'échanges et d'introspection, un véritable forum sur les préoccupations de l'heure.

A cet instant solennel, c'est avec un réel plaisir que nous croisons le regard d'hommes et de femmes, compagnons de lutte après avoir serré chaleureusement vos mains fraternelles. Vous comprenez, donc, notre immense plaisir de vous dire, à tous, bonjour et soyez les bienvenus. Ce plaisir relève surtout de votre engagement sans faille et de votre détermination aux côtés de la direction nationale du SAEMSS-CUSEMS. Votre forte mobilisation de ce matin en est une parfaite illustration. Soyez-en remerciés et encouragés.

Nos remerciements vont également à l'endroit des organisations syndicales qui se sont toujours distinguées par leur sincérité à nos côtés dans un partenariat que nous jugeons stratégique.

Écrit par Administrator

Lundi, 01 Octobre 2012 08:02 - Mis à jour Lundi, 01 Octobre 2012 08:24

---

Nous remercions aussi le Comité National pour le Dialogue Social pour son combat inlassable en faveur de l'instauration d'un climat social apaisé dans tous les secteurs d'activité, en général, et dans l'espace scolaire, en particulier.

Nous associons à ces remerciements aussi la FENAPES, et, à travers elle, tous les parents d'élèves soucieux de l'avenir de l'école et des enfants de notre cher Sénégal.

Naturellement, une mention spéciale est décernée à la presse dont le travail pour la promotion d'une école sénégalaise de qualité n'est plus à démontrer.

Mesdames et Messieurs, chers camarades,

Le Conseil National de cette année se déroule dans un contexte particulier où l'école vient de sortir d'une longue période trouble au lendemain de laquelle le Gouvernement du Sénégal s'est distingué par sa démarche cavalière dont l'une des illustrations les plus regrettables est la fixation de la deuxième session du BFEM de manière à empiéter sur l'année scolaire 2012-2013 au moment où le respect scrupuleux du quantum horaire constitue une préoccupation de tous. Cette situation est d'autant plus déplorable que les nouvelles autorités ont encore manifesté leur absence d'une culture de dialogue par la compromission de Saly 5, qui, depuis 2008, a constitué un moment important de concertation entre tous les acteurs du système éducatif réunis autour du Comité National pour le Dialogue Social sous la houlette de son infatigable président Youssoupha WADE. Les nombreuses interpellations des acteurs du système et du CNDS lui-même n'ont pu prévenir cette balourdise du Ministère de l'Education.

Comme si cela ne suffisait pas, notre déception est accentuée par le regret d'acter le manque de respect notoire du nouveau gouvernement sénégalais qui affiche une nette volonté de remettre en cause les acquis des travailleurs. C'est à ce titre que nous jugeons dangereuse la tentative de remettre en cause le Fonds commun des magistrats sous le prétexte fallacieux de son caractère peu conforme avec la loi. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un acquis dont la remise en cause constitue un précédent dangereux pour le monde du travail en ce sens que tout nouveau pouvoir qui s'installerait serait tenté de revenir sur des acquis des travailleurs, ce qui serait inacceptable. Ainsi, nous manifestons tout notre soutien aux travailleurs de la justice pour la préservation des acquis du mouvement syndical.

Écrit par Administrator

Lundi, 01 Octobre 2012 08:02 - Mis à jour Lundi, 01 Octobre 2012 08:24

---

De toutes les façons, les actes posés par les nouvelles autorités montrent que l'école est loin de sortir de l'ornière. En effet, le nouvel ordre de priorités décliné par le Président Macky SALL et confirmé par le Premier Ministre Abdoul MBAYE lors de sa déclaration de politique générale montre que l'éducation et la formation sont reléguées au tout dernier plan. Cela constitue à notre avis une erreur politique et un manque d'ambition. Car nous demeurons convaincus que le Sénégal doit fonder son émergence sur l'économie du savoir. A ce titre, le capital humain reste et demeure son atout le plus précieux pour la construction d'une masse critique de compétences capables d'impulser et de booster les différents secteurs de développement.

L'atteinte de cet objectif repose sur les frêles épaules des enseignants, principaux artisans des performances du système éducatif sénégalais tant chantées par le Premier Ministre Abdoul MBAYE. C'est pourquoi l'amélioration de la condition sociale et professionnelle du personnel enseignant constitue, à notre humble avis, un investissement stratégique. C'est à ce prix que le Sénégal pourra atteindre les OMD.

Le pilotage à vue des nouvelles autorités s'est encore manifesté dans l'angoisse vécue dans leur par les populations victimes des inondations. Leurs responsabilités résident non seulement dans l'absence d'anticipation par des travaux pré-hivernaux de curage des canaux, mais aussi et surtout dans la gestion plus politicienne que républicaine de ce désastre.

Tout en réaffirmant toute notre solidarité aux populations sinistrées parmi lesquels des élèves et des enseignants, nous mettons en garde le Gouvernement de M. Abdoul MBAYE contre toute tentative de déguerpissement au forceps de ces populations meurtries des établissements scolaires sous le simple prétexte de l'ouverture des classes.

Que l'on nous comprenne très bien. Il est impératif que l'école ouvre ses portes même si, pour la première fois au Sénégal, aucun CRD pour la rentrée des classes ne s'est tenu et aucune disposition n'a été prise pour la propreté des établissements scolaires. Mais cela ne doit pas se faire au détriment des victimes des inondations que l'Etat à l'obligation de reloger dans des sites décents avant le 1<sup>er</sup> Octobre 2012, date officielle de la rentrée des classes.

Dans le même ordre d'idées, la situation des bacheliers non-voyants de l'INEFJA de Thiès doit constituer, aujourd'hui, une préoccupation nationale. Voici de jeunes sénégalais vivant avec un handicap et qui ont, depuis toujours, renoncé à la mendicité et tourné le dos à l'assistance pour

Écrit par Administrator

Lundi, 01 Octobre 2012 08:02 - Mis à jour Lundi, 01 Octobre 2012 08:24

---

choisir l'école comme moyen de promotion sociale afin de servir leur pays et porter assistance à leurs parents. Après tant d'années d'efforts et de sacrifices, ils ont réussi à décrocher avec brio leur baccalauréat, qui, hélas, ne leur permet, ni de s'insérer dans le marché du travail, ni d'être orienté dans les universités sénégalaises.

Pendant ce temps, les autorités gouvernementales ne leur ont proposé aucune solution alors que les possibilités devant leur permettre d'achever leur cursus sont immenses. Il suffit d'un minimum de bonne volonté pour éviter à ces bacheliers issus de l'éducation spécialisée de retourner vers ce qu'ils ont toujours récusé : la mendicité et l'assistance.

Face à cette situation, et comme laissés à eux-mêmes, ils ont choisi la solution extrême de la grève de la faim. Déjà, nombreux parmi eux souffrent d'une hypoglycémie alors qu'ils ne bénéficient d'aucune assistance médicale sérieuse. Nul n'a le droit d'observer ce spectacle désolant jusqu'à ce que l'irréparable se produise. Il est de la responsabilité exclusive de l'Etat de les sortir de cette turpitude, et ce n'est pas la mer à boire puisqu'il ne s'agit que de 19 bacheliers au total.

Nous condamnons avec la dernière énergie la brutalité policière dont ils ont été l'objet lors de leur manifestation de ce Jeudi 20 Septembre 2012. Le peuple sénégalais a pourtant voté contre les excès et les dérives des forces de l'ordre.

Mesdames et Messieurs, la prochaine rentrée scolaire est lourde d'incertitudes. Les préoccupations des enseignants sont toujours pendantes devant les autorités qui affichent un mépris et une insouciance.

Alors qu'elles ont le devoir de placer cette année scolaire et les suivantes dans une parabole de sécurité, afin de stabiliser durablement la paix sociale dans l'espace scolaire. C'est pourquoi, il urge que les parties prenantes se retrouvent très rapidement pour discuter des problèmes conjoncturels et installer un contrat de confiance entre le Gouvernement et les syndicats d'enseignants.

Écrit par Administrator

Lundi, 01 Octobre 2012 08:02 - Mis à jour Lundi, 01 Octobre 2012 08:24

---

Chers camarades,

Honorables invités,

Nous vous disions que notre Conseil National est devenu une tradition. Mieux, il occupe une place de choix dans l'agenda de nos rencontres syndicales. Il nous donne l'opportunité, à la fois, de communier avec la base affective de notre syndicat, de communiquer en posant un regard sur le passé, d'apprécier froidement les données de l'actualité syndicale pour, enfin, scruter avec courage et lucidité l'avenir.

En effet, ce qui s'est passé l'année dernière a outré plus d'un acteur du système éducatif : des comportements qui frisent l'indécence ont vu le jour dans nos établissements à travers des mots d'ordre hérétiques pour dire le moins. En outre, certaines personnes mal intentionnées ont installé volontairement la psychose d'une année blanche au Sénégal, ce qui n'est pas sans conséquence sur les résultats de nos élèves aux examens de fin d'année.

Oui, il nous faut distinguer le « gréviste » du « va-t-en-grève ». A notre avis, le gréviste est ce travailleur qui fait recours à la grève sous l'égide de son syndicat pour faire respecter ses droits tout en veillant à préserver son outil de travail. Par contre, le « va-t-en-grève », peu soucieux de la conscience professionnelle, s'adonne à la grève comme par enchantement pour ne pas dire de façon irraisonnée. Le moment est arrivé de faire une introspection afin de concilier l'action syndicale à l'activité professionnelle.

La définition du thème « *QUEL MILITANT POUR QUELLES STRATEGIES SYNDICALES DANS LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE ACTUEL* » ?

» répond à ce souci.

Nous espérons trouver une réponse adéquate à cette problématique en comptant sur l'expertise interne du SAEMSS-CUSEMS à travers les travaux d'atelier, mais aussi sur les personnes-ressources que nous avons choisies comme panélistes. Il s'agit de :

Écrit par Administrator

Lundi, 01 Octobre 2012 08:02 - Mis à jour Lundi, 01 Octobre 2012 08:24

---

- Mme Fatou SOW SARR, directrice du Laboratoire Genre et Développement Scientifique ;
  
- M. Mamadou DIOUF, Secrétaire Général de la Confédération des Syndicats Autonomes et
  
- M. Mamadou KHOUMA, Inspecteur de l'Enseignement.

Il est vrai que, pour mieux comprendre ce qui se passe aujourd'hui, notre regard ne saurait se poser uniquement sur la stricte actualité du moment. Il devrait permettre un effort de compréhension, un certain recul pour une analyse beaucoup plus globalisante, beaucoup plus objective pour cerner avec le maximum de précision, les réels enjeux que pose la lutte des enseignants.

Vive le Sénégal !

Vive l'école publique sénégalaise !

Vive le SAEMSS-CUSEMS !

Nous vous remercions de votre bienveillante attention !